

# 27 semaines d'agitation citoyenne

## COMMUNALES 2018 La campagne « Enragez-vous » dans les vingt-sept communes

- ▶ Les associations et mouvements d'éducation permanente veulent donner la parole à tous.
- ▶ L'objectif est d'atteindre le pluralisme des expressions.

**V**oter, mais comment ? À un an des élections communales et provinciales, tout le monde aura sans doute remarqué dans son entourage une certaine désaffection pour tous les types de scrutin. Ce qui s'est d'ailleurs traduit ces dernières années par une hausse constante du nombre de votes blancs.

Pourtant, d'aucuns estiment qu'il est possible de « réenchanter » la vie politique et la démocratie. Au point que pratiquement toutes les associations d'éducation permanente du BW ont décidé de se regrouper pour lancer la campagne « Enragez-vous. Et puis votons », qui touchera les 27 communes de la province, du lundi 15 janvier au dimanche 24 juin.

« Il n'est pas nécessaire d'être candidat à une élection pour faire de la politique, rappelle Thierry Toussaint, le président de la Coordination Éducation permanente du Brabant wallon. Chaque ci-

**« Chacun pourra déterminer les merveilles et les défis de chaque commune »** STÉPHANE VANDEN EEDE, CHARGÉ

DE MISSION

*toyen est avant tout expert de son vécu et il a le devoir d'en témoigner. Et s'il en a le devoir, la société a, elle, le devoir de lui en donner la possibilité surtout s'il est modeste, fragile et laissé pour compte. C'est à cela que nous souhaitons travailler. »*

Mais de préciser : « Dans ce processus démocratique, les citoyens et les citoyennes ont un devoir spécifique. Il ne s'agit pas de consommer du politique en lui adressant sa petite demande personnelle. Il ne s'agit pas de s'intéresser à son

*bout de trottoir, en se fichant du reste de la commune. Outre le fait de s'intéresser,*

*de faire preuve d'état critique, chacun d'entre nous a aussi le droit et le devoir de renseigner les candidats et futurs élus sur leurs réalités et leurs attentes collectives, en se préoccupant de tous. »*

Vingt partenaires sont impliqués dans cette Coordination et dans ces « 27 semaines d'agitation citoyenne ». Cela va du Centre culturel du Brabant wallon à Vie Féminine, en passant par le Centre régional d'intégration, la Coordination des écoles de devoirs ou encore la Ligue des Familles. Une manière pour toutes ces associations de se mobiliser dans un secteur qui a, lui aussi, subi des coupes budgétaires, qui survit avec des emplois sous-statutaires de plus en plus précaires et qui constate une désaffection militante de citoyens qui préfèrent s'engager dans des projets plus locaux, et à plus courte échéance.

Concrètement ? La commune de Rixensart aura le privilège de démarrer la campagne, du 15 au 21 janvier. « Trois mois avant, diverses réunions seront organisées dans cette commune afin que chacun puisse en déterminer les merveilles et les défis, explique Stéphane Vanden Eede, chargé de mission pour cette vaste opération. Dans le premier cas, il s'agira de mettre en avant ce qui est bon pour l'entité et qui peut servir de modèle pour les autres. Dans le deuxième, il s'agira de déterminer les pistes de travail à mettre en œuvre. Pendant la semaine prévue, des débats, des conférences, des expositions permettront aux candidats en lice à l'élection communale de connaître les attentes. Enfin, un bilan sera réalisé deux mois après les élections afin de savoir ce que l'on fera des défis exprimés au cours des six prochaines années. *Suspense !* »

Ce schéma sera renouvelé de commune en commune, qu'elle fasse 3.000 habitants ou qu'elle en rassemble près de 40.000. Une expérience unique dans le cadre d'élections, qui bénéficiera de l'aide des télévisions locales, TV Com et Canal Zoom, mais aussi des radios Antipode et Radio27.be. ■

**JEAN-PHILIPPE DE VOGELAERE**

### ENTRETIEN

#### « Nous aider à être des Cracs »

Il préside la Coordination Éducation permanente du Brabant wallon, tout en étant responsable du Mouvement ouvrier chrétien (MOC) du Brabant wallon et du Centre d'information et d'éducation populaire (CIEP). Entretien avec Thierry Toussaint, un Nivellois de 51 ans.

#### Condamnés à être actifs au cours de cette campagne ?

*Si, en tant que citoyens, nous restons passifs, nous ne pouvons que nous résigner à accepter les décisions des politiques. Par contre si, en tant que citoyens, nous faisons notre part du travail, nous pourrions nous montrer exigeants vis-à-vis de nos élus.*

#### Mais pourquoi s'enrager ?

*Le nom de la campagne est le fruit d'un subtil jeu de mots qui indique qu'il faut nous engager avec force et conviction pour dépasser le stade de la « râlerie » individuelle que nous nourrissons tous à un moment ou à un autre. Contents ou mécontents, enragés ou simplement cools, nous devons nous donner les moyens d'élever notre voix pour nous exprimer et construire des communes où chacune et chacun est accepté, reconnu et respecté à égalité de droits.*

#### Votre objectif ?

*Organiser des rencontres, des débats, des productions artistiques pour nous aider à être des Cracs, c'est-à-dire des Citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires.*

#### En toute neutralité ?

*Celle-ci est impossible, vous le savez bien, mais assurer le pluralisme nous semble la voie à suivre. Quand je prendrai la parole, je ne parlerai donc pas au nom du MOC, je le ferai pour le bien de la Coordination. Loin de la compétition, nous favoriserons la coopération.*

J.-P. D.V.

## propositions Les humanistes se positionnent dans dix-huit domaines

Une boîte à outils avec dix-huit instruments pour les élections communales d'octobre 2018. Tel est le cadeau que viennent de faire les humanistes à toutes les personnes qui porteront la couleur orange dans les débats. Une manière de se positionner déjà devant les grands enjeux.

« Depuis 2014, nous nous sommes lancés dans quatre chantiers d'importance, relève le Wavrien Benoît Thoreau, le président du CDH BW. Nous avons d'abord réalisé une étude sur les attentes des habitants. Nous avons ensuite entendu chaque section locale avant de lancer l'Almanach de la commune, qui a été défendu par André Antoine. Le congrès de ce dimanche était

la dernière étape avant d'aller à la rencontre des citoyens. »

**« Nous préférons privilégier le menu politique à la livrée du chef d'orchestre »** ANDRÉ ANTOINE

De quoi réjouir Sophie Dehaut, cheffe de file du CDH à Mont-Saint-Guibert : « Après un travail d'opposition à la commune et l'expression de notre désir de reformer une liste avec le MR, cette boîte à outils est nécessaire pour nous permettre de poser les jalons dans des domaines aussi essentiels que l'aménagement du territoire, la mobilité ou la ruralité de nos villages. »

Cela n'empêche pas André

Antoine, le bourgmestre en titre de Perwez et président du Parlement wallon, de refaire les comptes : « Plus d'un mandataire sur cinq est CDH en Brabant wallon. Nous sommes engagés aujourd'hui dans la moitié des collèges communaux du Brabant wallon. Je sais bien que certains (NDLR, au MR) préfèrent comptabiliser le nombre de bourgmestres, mais nous préférons privilégier le menu politique à la livrée du chef d'orchestre. Nous sommes ainsi les premiers à prendre la parole dans ce scrutin communal. »

Et de présenter dix-huit propositions, en référence à l'année électorale de 20... 18, pour faire de nos communes des « espaces de bien-être », avec des propositions à mettre en œuvre au niveau fédéral, régional ou communautaire et local.

### Jeton de présence en hausse

Difficile de résumer ces propositions ici, mais citons déjà quelques nouveautés. À commencer par la création de budgets coopératifs dans chaque cité : « Sachant que les communes ne peuvent plus emprunter qu'à raison de 180 euros part habi-

tant, nous estimons que 10 % de ce montant, soit 18 euros par habitant, soient affectés à des projets citoyens. »

Une école en immersion linguistique et un Recyparc par entité, des communes bas carbone, des zones « wifi free » dans plusieurs endroits de chaque commune ou encore plus d'espaces de coworking figurent aussi dans les propositions. Comme celle de revaloriser le jeton de présence de chaque conseiller communal à 150 euros. ■

J.-P. D.V.